

la **disparition du statut général et des statuts particuliers**, certes protecteurs pour les fonctionnaires mais aussi et surtout **garants de neutralité et d'égalité de traitement** des usagers.

**Demain** que pourra opposer un agent public sous contrat à la pression politique ?

**Demain** dans un contexte de suppressions d'emplois et d'abandon de missions, les **candidats au départ** seront-ils **tous volontaires** ou poussés à bout par la menace de mobilité forcée à travers, pourquoi pas, le **bilan de compétence quinquennal** en projet d'expérimentation dans les services centraux et dans certains services de la sphère du contrôle fiscal ?

**ACTION PUBLIQUE 2022  
N'EST PAS UNE NOUVELLE RGPP,  
NI UNE NOUVELLE MAP,  
C'EST UNE MODIFICATION  
EN PROFONDEUR  
DU RÔLE DE L'ÉTAT**

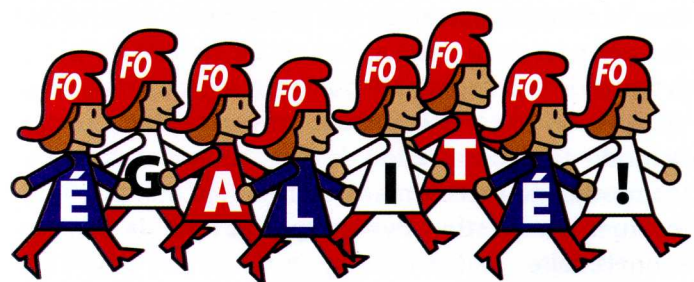
**Demain** quel poids aura l'**agent comptable** directement appointé par l'ordonnateur ?

**Demain**, par le biais de la brèche ouverte par le PAS quel réseau de recouvrement pour l'ensemble des recettes fiscales et sociales ? **La DGFIP ou les URSSAF ?**

**Demain** qui peut croire à une **rémunération au mérite** qui tiendrait compte de la réalité de l'engagement de chacun ?

**Il y a urgence** : **Action publique 2022** n'est pas une nouvelle RGPP, ni une nouvelle MAP, c'est une **modification en profondeur du rôle de l'État**.

**POUR LES MISSIONS PUBLIQUES, L'EMPLOI, LE POUVOIR D'ACHAT**



**Demain** si nous ne réagissons pas, **que restera t-il de l'État ?** Une « start up » au service des seuls « premiers de cordée ».

Afin d'ôter les derniers doutes à ceux qui penseraient que tout ça ne se fera pas nous donnerons une dernière information : la commission ATTALI avait pour rapporteur adjoint un jeune énarque, un certain Emmanuel MACRON (CQFD), d'où le titre de ce tract.

**PRENDRE CONSCIENCE  
DE NOTRE FORCE COLLECTIVE**

Nous, fonctionnaires des finances publiques qui faisons vivre la République tous les jours par notre engagement au service de nos concitoyens, avons le devoir de **combattre ce funeste projet contraire aux valeurs de la République**.

Il est temps de prendre conscience de notre force collective. Si nous nous engageons tous dans la lutte, nous pouvons **imposer un autre projet plus juste, plus humain et surtout plus en conformité avec les valeurs que nous portons : celle de la République**.

*F.O.-DGFIP ne fait pas de politique et défend les intérêts matériels et moraux de tous les agents des Finances Publiques. Si nous réagissons ainsi c'est parce que **ce projet préfigure la disparition de notre administration** alors que nous avons largement fait la preuve de nos capacités d'adaptation à un monde en perpétuelle évolution. Nous ne sommes pas des indiens nostalgiques de la plume d'oie, bien au contraire. D'autres projets sont possibles tout aussi modernes mais porteurs de progrès social.*

**DÉFENDRE  
LA RÉPUBLIQUE**  
*en mars !*

**TOUS EN GRÈVE  
ET DANS LES MANIFESTATIONS  
LE JEUDI 22 MARS**